

ASSEMBLÉE NATIONALE

8 janvier 2019

LOI DE PROGRAMMATION 2018-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1548)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 874

présenté par

M. Le Fur, M. Kamardine, M. Abad, Mme Beauvais, Mme Valérie Boyer, Mme Brenier, M. Ciotti, Mme Dalloz, M. Dassault, M. Deflesselles, M. Descoeur, Mme Duby-Muller, Mme Genevard, M. Gosselin, M. Hetzel, Mme Kuster, M. Lorion, M. Perrut, Mme Poletti, M. Ramadier, M. Reda, M. Saddier, Mme Tabarot et M. Thiériot

ARTICLE 53

À la première phrase de l'alinéa 31, substituer aux mots :

« volume des affaires concernées et de la technicité »

les mots :

« très faible volume des affaires concernées et de la haute technicité juridique ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 53 prévoit le regroupement de l'ensemble des contentieux relevant du tribunal d'instance au tribunal de grande instance afin d'unifier la compétence civile au sein d'une même juridiction.

Dans les départements dans lesquels plusieurs TGI sont implantés, la désignation de l'un par décret pour traiter de contentieux déterminés, qu'ils soient civils ou pénaux sera déterminée à partir d'une liste de contentieux limitativement fixée par décret en Conseil d'État et respectant, s'agissant des délits, des critères législatifs liés à la collégialité et au volume d'affaires.

Cet amendement tend à préciser ces critères : des contentieux à haute spécificité juridique et à très faible volumétrie.